

Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

Date de la contribution : 22/03/2022

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable à l'évolution du dispositif de participation de tiers financeurs présentée par la CRE.

Cette évolution permettra de rendre mieux compte des dynamiques locales à l'œuvre et des nouveaux projets ou augmentations de volume de production envisagés par les producteurs entre le moment de la demande d'études et la demande de réalisation d'un investissement de rebours. Une période de 6 mois à plusieurs années pouvant s'être écoulée entre ces deux demandes.

Concernant ce dernier point, le texte de la consultation publique indique : « *Ainsi, lorsque plusieurs semestres séparent une demande d'étude de rebours de sa demande de réalisation, le recalcul systématique du critère I/V permettra d'intégrer la dynamique de la zone des projets au cours de cette période* ». Or, il peut arriver que le délai entre la demande d'études et la demande de réalisation n'excède pas 6 mois. Le texte de la consultation publique laisse penser que dans ce cas, le montant de la participation tiers ne pourrait pas être mis à jour entre ces deux demandes. Cela pourrait donc s'avérer préjudiciable pour le territoire. Nous recommanderions donc d'utiliser la formulation suivante plus précise : « *Ainsi, lors de chaque demande d'étude de rebours et lors de chaque demande de réalisation, le recalcul systématique du critère I/V permettra d'intégrer la dynamique de la zone des projets au cours de cette période.* »

Dans la consultation publique, le texte précise par ailleurs l'impossibilité à venir de remboursement partiel du montant forfaitaire de 200 000 € demandé pour les études rebours. Cette impossibilité est justifiée dans le texte par l'éventualité de recalculs successifs. Les propositions d'évolution nous paraissent au contraire compatibles avec un remboursement partiel de la participation tiers pour les études rebours. En effet, si au moment de la demande de réalisation du rebours (et non d'autres éventuels renforcements), le montant total de la participation tiers est recalculé à un niveau inférieur à 200 000 €, alors il est possible d'affecter un remboursement partiel aux tiers financeurs. La totalité des financements tiers aura alors été affectée aux études rebours, sans qu'il soit besoin de retraitements ultérieurs, faute d'autres renforcements nécessitant une participation de tiers. En cas de baisse ultérieure du montant de participation tiers liée à des renforcements de maillage postérieurs à la demande de réalisation du rebours, ces baisses pourraient également donner lieu à remboursement partiel des études rebours. Nous proposons un exemple numérique afin d'illustrer ce cas de figure :

Exemple numérique :

Exemple d'application des nouvelles modalités envisagées pour le dispositif de participation de tiers :

Un zonage est validé par la CRE avec les caractéristiques suivantes :

- *le volume probabilisé (V) sur la zone est estimé à 600 Nm³/h ;*
- *le programme d'investissements de renforcement (I) sur la zone s'élève à 3,5 M€, correspondant à un rebours de 2,75 M€ et un maillage de 750 k€ ;*

- le I/V décret correspondant sur la zone est égal à **5833 €/Nm³/h** , et est donc supérieur au seuil de 4700 €/Nm³/h fixé par l'arrêté du 28 juin 2019 ;
- le montant excédant à faire financer par des tiers financeurs est estimé à ce stade à **680 000 €**.

Les gestionnaires de réseaux remettent aux porteurs de projets des études détaillées permettant le raccordement, sous réserve d'un financement maximal par les porteurs de projet ou par des tiers d'un montant total de **680 000 €**.

Le premier investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est l'étude rebours.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Si la valeur de la participation de tiers recalculée est supérieure à zéro, la CRE n'approuve le lancement de l'étude rebours qu'à condition d'un engagement de financement par des tiers à hauteur de **200 000 €**, correspondant au montant forfaitaire de l'étude.

Dans le scénario retenu pour cet exemple, le volume probabilisé n'a pas évolué et le niveau de la participation de tiers recalculée est donc resté constant, à **680 000 €**.

Le deuxième investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est la réalisation du rebours, 4 mois après la validation de l'étude rebours.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Dans cet exemple, les volumes probabilisés ont alors évolué à la hausse, pour s'établir à 725 Nm³/h. Le ratio I/V de la zone devient donc égal à 4828 €/Nm³/h, soit une participation tiers recalculée de **92 500 €**.

La prise en compte des 200 000 € déjà engagés pour les études rebours excède donc le nouveau montant exigible de participation tiers. La CRE approuve donc le lancement de la réalisation du rebours et un **remboursement partiel des financeurs tiers pour un montant de 107 500 €**.

Le dernier investissement faisant l'objet d'une demande d'approbation par la CRE est la réalisation du maillage, 16 mois après la validation de la réalisation du rebours.

A cette occasion, la CRE recalcule le ratio I/V de la zone et la participation de tiers induite, en intégrant l'émergence éventuelle de nouveaux projets et l'avancée des projets existants.

Dans cet exemple, la dynamique de la zone a de nouveau poussé les volumes probabilisés à la hausse, pour s'établir à 850 Nm³/h. Le ratio I/V de la zone devient donc égal à 4118 €/Nm³/h, soit une participation tiers recalculée de **0 €**.

La prise en compte des 92 500 € déjà engagés pour les études rebours excède donc le nouveau montant exigible de participation tiers. La CRE approuve donc le lancement

de la réalisation du rebours et un remboursement partiel des financeurs tiers pour un montant complémentaire de 92 500 €.

Nous souhaitons également porter à la connaissance de la CRE un motif de préoccupation des porteurs de projet, et donc de risque pour le développement des zones concernées, lié à la solidarité induite de fait par le mécanisme de participation tiers : la délibération 2021-002 du 7 janvier 2021 précise dans les modalités de prise en compte de participation tiers que les gestionnaires de réseau doivent collecter au moins 50% de la participation tiers sous forme d'acompte avant la réalisation de l'investissement. Les porteurs de projet sont amenés, selon le contexte local, à faire face à des recours contentieux contre leur projet. Ces recours menacent la viabilité ou bien la réalisation même de leur projet. Le niveau de participation tiers est déterminé au moment de la demande de réalisation, demande de réalisation basée elle-même sur les volumes des projets ayant atteint au moins le jalon D4 dans le registre, c'est-à-dire les accusé-réception de dépôt de dossier ICPE en préfecture. Des recours peuvent encore être ouverts contre les projets à ce moment-là, alors même que ces porteurs de projet seront amenés à verser aux gestionnaires de réseau les acomptes sur la participation tiers afin de garantir l'exutoire de leur biométhane via le renforcement de réseau visé. Dans ces cas de figure, les porteurs de projet ne souhaitent pas avoir à verser d'acompte tant que des recours sont ouverts contre leur projet. Une souplesse sur les modalités de collecte serait donc souhaitable pour les projets concernés par cette situation.

Enfin et dans un souci de lisibilité pour l'ensemble de la filière de toutes les modalités pratiques actuellement en vigueur sur ces questions de participation tiers, nous trouverions bénéfique que ces modalités soient consolidées dans une seule délibération globale à venir.